

Supprimez la Réglementation
et la Traite des Femmes
Disparait.

Ohne Reglementierung kein
Mädchenhandel.

No Regulation, No Traffic in
Women.



Rédigé et publié par :

La Branche Anglaise de la Fédération Abolitionniste Internationale
(Association for Moral and Social Hygiene),

Livingstone House, Broadway,
Westminster, London,
S.W.1.

Prix : 0'10 frs. (Suisse).

364.1534 SUP
380 0053067

Supprimez la Réglementation et la Traite des Femmes Disparait.

Il y a maintenant plus de trois ans que fut publié le Rapport des Experts de la Société des Nations sur le sujet de la Traite des Femmes.

Ce rapport montrait que pour les femmes et les jeunes filles un danger réel existe dans les pays réglementaristes. Dans les pays où la Réglementation a été abolie, les jeunes femmes ne sont en danger que si l'on arrive à les persuader de se rendre dans un des pays réglementaristes. On peut véritablement affirmer que : " Là où il n'y a pas de Réglementation, il n'y a plus de traite des femmes."

La traite des femmes a deux causes principales. La première, la véritable racine du mal, c'est la double morale, le refus d'admettre le caractère unique de la loi morale. La seconde est le système réglementariste, qui non seulement fournit un marché aux trafiquants, mais aussi détruit chez les hommes la notion de responsabilité personnelle, base de toute morale. Beaucoup de gens sont disposés à se joindre au mouvement pour la protection des femmes. Le monde, en certaines de ses parties du moins, offre de grands périls pour les femmes,—il faut donc leur assurer une protection spéciale, lorsqu'elles ont à voyager comme lorsqu'elles doivent gagner leur vie.

Mais pourquoi ces dangers ? En Grande-Bretagne, en Hollande, dans les pays Scandinaves et en Allemagne, les femmes, désormais, n'y sont plus guère exposées. Mais le danger existe réellement dans les pays dont les Gouvernements ont, en offrant aux hommes sécurité et facilité dans la débauche, porté atteinte aux fondements de la morale.

Lorsqu'en 1875 Joséphine Butler fonda la Fédération Abolitionniste Internationale, elle attira attention sur ce fait que les criminels principalement responsables de l'existence de la Traite, ce sont ces gouvernements qui favorisent le système de la Réglementation. La seule méthode efficace pour combattre la Traite des Femmes consiste à abolir le système réglementariste, qui fait d'une femme une véritable " marchandise."

En, 1899, M. Alexander Coote entreprit la grande œuvre d'amener par persuasion les principaux Gouvernements à adhérer aux Conventions Internationales contre la Traite des Femmes. Il voua sa vie à l'organisation d'un mouvement qui mettrait fin à la Traite, et à l'obtention de lois protectrices pour la Femme. Et cependant, en 1927 le Rapport des Experts de la Société des Nations témoignait que "des centaines de femmes et jeunes filles—certaines d'entre elles extrêmement jeunes,—étaient annuellement emmenées d'un pays dans un autre en vue de la prostitution." Et le Rapport ajoute que l'agent initial, l'élément actif dans ce trafic, c'est le système de la Réglementation officielle de la prostitution. Que ressort il de tout cela ? La conclusion s'impose : C'est que toute législation contre la Traite est de peu d'effet, sinon vaine, *a moins que le système de la Réglementation ne soit tout d'abord aboli.*

Sommes nous bien pénétrés de cela ? Savons nous unir nos efforts pour exiger l'abolition de ce système ? Ou bien permettrons nous que nos efforts se dispersent en réclamant une multiplicité de lois pour la protection des jeunes femmes et la punition des trafiquants ? A quoi bon de telles lois, lorsque nous savons par expérience qu'elles demeurent inopérantes dans les pays réglementaristes ?

Dans plusieurs pays les *maisons de tolérance* ont été supprimées. Mais des maisons ne sont qu'une des formes de la Réglementation. Nous ne devons pas relâcher notre effort jusqu'à ce que tout le système soit aboli, qui comprend encore police des mœurs, immatriculation des prostituées, examen médical périodique obligatoire des prostituées. Nous devons sans relâche combattre l'idée fondamentale de ce système suivant lequel certaines femmes peuvent être traitées par l'Etat et par la police comme de véritables "marchandises," et astreintes à un examen médical, pour le bénéfice de la santé masculine.

Joséphine Butler s'est prononcée sur ce point de la façon la plus explicite. Elle a écrit.

"Le point essentiel, le centre même de ce système, c'est, ç'a toujours été, et ce sera toujours c'e traitement obligatoire, cruel et honteux de la personne féminine, cet attentat officiel, abhorré par les femmes de tout pays et de toute race, auquel elles ont toujours tenté de se soustraire, et que les Réglementaristes veulent absolument considérer comme la pierre angulaire de leur système sous ses formes diverses. Supprimez cet attentat officiel qu'est l'examen médical obligatoire, et tout le système de la réglementation du vice s'écroule. . . . Examinez tout système qui vous sera proposé. S'il contient cette abomination essentielle, l'attentat criminel officiel sur la personne de la femme, *rejetez le.*"

Le Rapport de la Société des Nations a attiré l'attention sur ce fait que "l'existence de maisons de tolérance est indubitablement

un encouragement à la traite, nationale et internationale." Il a également condamné l'examen médical obligatoire et l'immatriculation des prostituées par la police. La Société des Nations a fait là une œuvre extrêmement utile. Elle nous a fourni de nouveaux éléments pour une vaste campagne contre la Réglementation et la Traite. Mais nous ne pouvons pas attendre de la Société des Nations qu'elle entreprenne elle-même la lutte. Elle ne peut pas obliger les Etats qui la constituent à agir selon ses vues. Elle ne peut avoir d'action que si elle est soutenue par l'opinion publique, nationale et internationale. La Société des Nations représentent des Etats très divers. Certains de ces Gouvernements appliquent encore chez eux un système de réglementation de la prostitution. Il est donc de première importance que des associations bénévoles privées, nationales et internationales, travaillent plus intensément que jamais à créer un mouvement d'opinion favorable, non seulement dans leur propre pays mais d'une façon internationale.

Pour la même raison, toute Conférence Internationale appelée à étudier la Traite des Femmes devrait publiquement condamner le système Réglementariste, et adresser un appel aux Gouvernements pour qu'ils l'abolissent là où il existe encore. Il serait insuffisant de chercher d'autres palliatifs légaux, si excellents qu'ils fussent; la mesure légale essentielle que nous devons réclamer c'est l'abolition du système de Réglementation de la Prostitution; c'est-à-dire : fermeture des maisons de tolérance là où elles existent encore, suppression de la police des mœurs, de l'immatriculation et du contrôle sanitaire spécial des prostituées.

En chaque pays, la méthode de travail doit être appropriée aux conditions particulières. En France, de nombreuses organisations nationales privées, de nature et d'objet très divers, ont formé récemment un Comité commun qui a pris le nom de : "UNION TEMPORAIRE CONTRE LA PROSTITUTION REGLEMENTEE ET LA TRAITE DES FEMMES." Il semble que cet exemple pourrait être utilement suivi dans d'autres pays.

Le moment n'est-il pas venu d'un puissant effort commun contre la Réglementation ? Ne saurons nous pas mettre au premier plan ce qui est de première importance ? et prendre la résolution de supprimer la traite des femmes en supprimant tout d'abord la Réglementation ?

Ohne Reglementierung Kein Mädchenhandel.

Mehr als drei Jahre sind verflossen, seitdem der Völkerbund den Bericht der Sachverständigen über den Mädchenhandel veröffentlichte. Dieser Bericht beweist, welchen Gefahren die Frauen und Mädchen in den reglementaristischen Ländern ausgesetzt sind. In abolitionistischen Staaten droht den jungen Frauen kaum eine Gefahr durch den Mädchenhandel, es sei denn, dass sie sich durch die Agenten der Mädchenhändler verführen lassen, in Länder auszuwandern, in denen das Reglementierungssystem noch besteht. Es ist eine unbestreitbare Wahrheit: "*Ohne Reglementierung kein Mädchenhandel!*"

Es sind zwei Ursachen, die den Mädchenhandel fördern. Erstens: *Die doppelte Moral*. Zweitens: *Das System der Reglementierung*.

Die Reglementierung schafft den *Markt*, auf dem die Händler ihre Ware absetzen. Die Reglementierung untergräbt beim männlichen Geschlecht das Gefühl der sittlichen Verantwortung, das die Basis der geschlechtlichen Moral ist. Die Mehrzahl der Menschen haben den besten Willen, den Schutz der Frau sicher zu stellen. Aber trotzdem ist das weibliche Geschlecht schweren Gefahren ausgesetzt, besonders auf Reisen und bei der Berufswahl; darum ist es notwendig, Massnahmen zu ergreifen, um sie vor diesen Gefahren zu schützen.

Worin bestehen diese Gefahren für die Frauen? Diese Gefahren sind verhältnismässig gering in Ländern wie England, Holland, Skandinavien und Deutschland. Die Gefahr besteht in *den* Ländern, deren Regierungen die Basis der geschlechtlichen Moral untergraben, indem sie das Laster regulieren und kontrollieren und dadurch den Männern eine trügerische Sicherheit vor Ansteckung vortäuschen.

Als Josephine Butler im Jahre 1875 die Internationale Abolitionistische Föderation gründete, wies sie darauf hin, dass die *Verantwortung für das Verbrechen des Mädchenhandels* die Staaten tragen, die das System der Reglementierung beibehalten. Die einzig wirksame Methode, den Mädchenhandel zu bekämpfen, besteht darum in der Abschaffung der Reglementierung, durch welche die Frauen zur "Ware" gestempelt werden.

Im Jahre 1899 begann Mr. Alexander Coote seine verdienstvolle Arbeit, durch welche er die Regierungen der verschiedenen Länder von der Notwendigkeit überzeugte, internationale Vereinbarungen zum Zweck der Bekämpfung des Mädchenhandels zu treffen. Seine Lebensarbeit bestand darin, eine Welt-Bewegung ins Leben zu rufen und zu organisieren, zum Schutze der Frau gegen die Gefahren des Mädchenhandels.

Doch der Bericht des Völkerbundes v.J. 1927 beweist, dass jährlich noch "hunderte von Frauen und Mädchen—darunter viele Minderjährige—von einem Lande ins andere verschleppt und der Prostitution zugeführt werden," und der Bericht betont ausdrücklich, dass die Hauptursache des Handels in der staatlich regulierten und organisierten Prostitution zu suchen ist.

Was kann man aus diesen Tatsachen lernen? Der Bericht lehrt uns, dass alle Gesetze gegen den Mädchenhandel *zwecklos* sind, so lange das Reglementierungssystem in Kraft bleibt. Hat die Allgemeinheit diese Lehre verstanden und beherzigt? Konzentrieren wir Alle unsere Energie auf die Forderung, die Reglementierung der Prostitution abzuschaffen? Oder verzetteln wir unsere Kraft, indem wir immer wieder neue Gesetze zur Bestrafung der Mädchenhändler und zum Schutze der Frauen beantragen? Es ist wirklich eine zwecklose Kraftvergeudung, derartige Gesetze zu erlassen, da die Erfahrung lehrt, dass sie in reglementaristischen Ländern umgangen oder ignoriert werden.

In vielen Ländern sind die Bordelle aufgehoben, aber diese Häuser stellen schliesslich nur *eine* Form der Reglementierung dar. Wir dürfen nicht eher ruhen, ehe nicht das *ganze* System zu Fall gebracht ist, d.i. die reglementaristische Sittenpolizei, die Kontrollisten der Prostituierten und ihre regelmässige Präventiv-Untersuchung. Wir müssen unentwegt den Grundsatz bekämpfen, dass eine gewisse Kategorie von Frauen durch staatliche und polizeiliche Massnahmen, im Interesse der Gesundheit des Mannes, zur Ware degradiert wird.

Josephine Butler verwarf alle Kompromisse auf diesem Gebiet. Sie schrieb:—

"Der springende Punkt des ganzen Systems ist die grasuame und unsittliche Massregel der Zwangsbehandlung, der das weibliche Geschlecht unterworfen wird. Diese Verletzung der weiblichen Ehre und Freiheit von seiten des Staates wird von den Frauen aller Länder und Rassen verworfen, während die Reglementaristen die *Notwendigkeit* dieser Massregel betonen. Auf der Zwangsuntersuchung beruht das ganze Reglementierungssystem. Wir müssen darum jeden Reform-Vorschlag daraufhin prüfen, ob er die Zwangsuntersuchung beigehält, und wenn dies der Fall ist, müssen wir ihn mit aller Entschiedenheit *ablehnen*."

Der Bericht des Völkerbundes hat die Aufmerksamkeit darauf gelenkt, dass die Bordelle den Markt darstellen, der den Handel hervorruft und begünstigt, und zwar sowohl den Handel innerhalb der einzelnen Länder, wie auch den internationalen. Der Bericht verwirft gleichfalls die sanitätspolizeiliche Untersuchung und Registrierung der Prostituierten. Der Völkerbund hat mit diesem Bericht eine hervorragend wertvolle Arbeit geleistet, er hat uns

damit das Material geliefert zu dem Kampfe gegen Reglementierung und Mädchenhandel, aber wir können nicht erwarten, dass der Völkerbund von sich aus diesen Kampf in die Hand nimmt. Der Völkerbund kann die ihm angeschlossenen Staaten auch nicht zwingen die Reglementierung aufzuheben, er kann nur durch seinen Bericht die öffentliche Meinung beeinflussen. Der Völkerbund umfasst eine grosse Anzahl von Staaten, in denen das Reglementierungssystem noch ausgeübt wird. Es ist darum die Aufgabe der freien nationalen wie internationalen Organisationen, die Öffentlichkeit aufzuklären und im abolitionistischen Sinne zu beeinflussen.

Jede Internationale Konferenz zur Bekämpfung des Mädchenhandels hat die Pflicht, auf die Regierungen *der* Länder, in denen die Reglementierung noch besteht, einzuwirken und ihre Abschaffung zu fordern. Es genügt nicht, uns mit anderen Reformen und Gesetzesvorschlägen zu beschäftigen—so gut und nützlich sie auch an sich sein mögen—sondern die *wichtigste* Aufgabe der Gesetzgebung, für die wir eintreten müssen, ist die Aufhebung der Reglementierung, die Schliessung der Bordelle und die Abschaffung der sanitären Zwangskontrolle der Prostituierten.

Jede Nation muss den Weg einschlagen, der ihr am wirksamsten erscheint. In Frankreich haben sich eine Anzahl nationaler Organisationen, die den verschiedensten Bestrebungen dienen, zusammengeschlossen zu "Union Temporaire contre la Prostitution Réglementée." Diese Methode sollte vorbildlich für andere Länder sein.

Die Zeit ist reif, einen gemeinsamen Ansturm gegen die Reglementierung zu eröffnen. Das Abschaffen der Reglementierung ist am allerwichtigsten und muss unsere erste Forderung sein; sie allein ist geeignet den Mädchenhandel zu unterbinden.

"No Regulation, No Traffic in Women."

It is now more than three years since the League of Nations published the Experts' Report on the Traffic in Women. That Report showed that the real danger to girls and women exists in those countries which are Regulationist. Young women in Abolitionist countries are in no danger from the traffic unless they can be persuaded or enticed into other countries where the Regulation system is still in force. It is true to say, "No Regulation, no Traffic in Women."

There are two main causes of traffic in women. The first, the very root of the evil, is the double standard of morals—the denial of the unity of the moral law. The second is the Regulation system, which not only provides the traffickers with a market for their mer-

chandise, but destroys in men the idea of personal responsibility, the basis of all morality. Many people are willing to join in association for the protection of women. The world, in many parts, is dangerous for women, so it is necessary to give them special protection in travelling and in their employment. But why is the world dangerous for women? Women are in very little danger in Great Britain, in Holland, in the Scandinavian countries, and in Germany now. The real danger exists in those countries where the Governments have destroyed the basis of morality in men by offering them security in vice and providing them with facilities for organised debauchery.

When Josephine Butler, in 1875, founded the International Abolitionist Federation she pointed out that the criminals mainly responsible for the traffic in women are those Governments and States which encourage the system of Regulation. The only effective method of fighting the traffic in women is first to destroy the Regulation system which labels women as "articles of commerce."

In 1899, Mr. Alexander Coote began his great work of persuading Governments to agree to International Conventions against the Traffic in Women. He spent his life in organising a world movement to stop this traffic and in trying to get laws passed for the protection of women. Yet in 1927, the League of Nations' Report showed that "hundreds of women and girls—some of them very young—are transported each year from one country to another for the purposes of prostitution," and the Report said that the primary agency in this traffic is the system of State organised prostitution. What can be learned from this? The lesson it teaches is that legislation to stop the Traffic in Women is of little, if any, use *unless the Regulation system is first abolished.*

Are we learning this lesson? Are we concentrating on a demand for the abolition of this system? Or are we allowing our attention to be diverted to making more and more laws for the punishment of traffickers and the protection of young women? Is it any good to spend our lives making such laws when we know by experience that in Regulationist countries the laws are either not put into operation or are evaded?

In many countries the *maisons tolérées* are being abolished but these houses are only one form of Regulation. We must not rest until the whole system is abolished: the (*réglementation*) *police des mœurs*, the registration of prostitutes, and the compulsory periodic medical examination of prostitutes. We must attack without ceasing the whole idea that certain women may be regarded by the State and the Police as "articles of commerce" and kept under medical examination for the health of men.

Josephine Butler was very definite on this point. She wrote:—

"The very heart and centre of that system is, and always has been and always will be, that cruel and shameful compulsory treatment of the persons of women—that Governmental criminal assault, which

has always been abhorred and resisted by women of every race and country, and which is constantly claimed by the Regulationists to be the necessary foundation for all forms of their system. Take away that official assault called the compulsory examination, and the system of vice regulation falls to the ground. . . . Examine any scheme which may be presented to you. If it contains this central abomination, the Governmental criminal assault on women, *reject it.*"

The Report of the League of Nations has directed attention to the fact that "the existence of licensed houses is undoubtedly an incentive to traffic both national and international"; it has also condemned the special medical control and police registration of prostitutes. The League of Nations has done a most valuable work. It has given us new material for a great campaign against Regulation and the Traffic in Women, but we cannot expect the League to undertake also the active fight against Regulation. The League of Nations cannot impose any action on its Member States in this matter. It can only act by the support of national and international public opinion. The League represents many States. Some of these States are in their own countries administering a system of regulated prostitution. It is, therefore, particularly important that national and international voluntary organisations should work harder than ever at their special task of creating a right public opinion, not only in their own country but internationally.

For this reason every international Conference which is dealing with Traffic in Women should publicly condemn the Regulation system and call upon Governments to abolish it wherever it exists. It is not enough to occupy ourselves with other legislation, however excellent. The primary legislation with which we should concern ourselves is legislation for the abolition of the Regulation system, *i.e.*, the closing of the *maisons tolérées* where they exist, the abolition of the (*réglementation*) *police des mœurs* and the abolition of the special sanitary control of prostitutes.

In national work each country must work in the way it finds best. In France, national organisations, differing widely in their basis and in their other objects, have now formed a special joint committee called "L'Union Temporaire contre la Prostitution Réglementée." This seems to be a method which might be adopted in other countries.

Has not the time come for a great united effort against Regulation? Shall we not place "first things first" and resolve to destroy effectively the Traffic in Women by first destroying Regulation?

Rédigé et publié par :

La Branche Anglaise de la Fédération Abolitionniste Internationale
(Association for Moral and Social Hygiene),
Livingstone House, Broadway,
Westminster, London,
S.W.1.

H. R. GRUBB, LTD.,
PRINTERS,
CROYDON